



Dépêche No. 757 | 12 janvier 2024

Les Congolais sont persuadés de l'importance de l'opposition sur la scène politique

Dépêche No. 757 d'Afrobarometer | Etanilas Ngodi

Résumé

L'engagement du Congo-Brazzaville sur le chemin de la démocratisation à l'issue de la Conférence Nationale Souveraine de 1991 a sonné son retour au multipartisme après trois décennies de monopartisme dominé par le Parti Congolais du Travail (PCT) (Ngoma, 2014). A la suite de l'ouverture démocratique, l'Union Panafricaine pour la Démocratie Sociale (UPADS), le parti du feu Président Pascal Lissouba, est parvenu à remporter les élections de 1992 et avait dirigé le pays jusqu'au 15 octobre 1997, date de la fin d'une guerre civile ayant permis le retour au pouvoir de Denis Sassou Nguesso (Manciaux, 2022).

Depuis lors, le Président Nguesso cumule à peu près 40 années de règne en deux séquences séparées par une alternance de cinq ans. Dans un contexte de repositionnement des acteurs dans le champs politique, les partis d'opposition apparaissent comme des organisations structurées et hiérarchisées pour animer le débat démocratique et concurrencer le parti au pouvoir lors des différents scrutins. Force est de constater que ces partis se livrent plutôt à des disputes internes, perdant de vue leur objectif primordial qui est la conquête et l'exercice du pouvoir. La déconfiture des partis de l'opposition semble se confirmer avec les querelles de leadership pour l'accès à des positions de pouvoir qui procurent des avantages financiers et matériels (Mediapart, 2015 ; Caslin, 2022). Cette division a souvent été entretenue par le parti au pouvoir avec ses différentes stratégies d'engloutissement des formations politiques en compétition pour la conquête du pouvoir (Amnesty International, 2020).

Au regard de leurs expériences, comment les Congolais ordinaires perçoivent-ils la présence et l'utilité des partis politiques de l'opposition dans leur pays ?

Les résultats de la récente enquête d'Afrobarometer montrent que les Congolais dans leur grande majorité préfèrent la démocratie à toute autre forme de gouvernement, rejettent les alternatives autocratiques, sont attachés au multipartisme mais font peu confiance aux partis politiques.

Les citoyens congolais affirment quand même qu'il est préférable pour le pays d'avoir des partis politiques d'opposition, même s'ils sont faibles, que de ne pas du tout en avoir. Ils pensent que l'opposition politique est importante pour la démocratie et présente une vision alternative pour le pays.

La majorité des répondants estiment que l'arrestation des leaders politiques de l'opposition et la restriction de l'espace civique écornent l'image du Congo.

L'enquête Afrobarometer

Afrobarometer est un réseau panafricain et non-partisan de recherche par sondage qui produit des données fiables sur les expériences et appréciations des Africains relatives à la démocratie, à la gouvernance et à la qualité de vie. Neuf rounds d'enquêtes ont été réalisés dans un maximum de 42 pays depuis 1999. Les enquêtes du Round 9 (2021/2023)

couvrent 39 pays. Afrobarometer réalise des entretiens face-à-face dans la langue du répondant avec des échantillons représentatifs à l'échelle nationale.

L'équipe d'Afrobarometer en République du Congo, conduite par l'Association Avenir NEPAD Congo, s'est entretenue avec 1.200 adultes congolais entre le 20 juin et le 17 juillet 2023. Un échantillon de cette taille produit des résultats nationaux avec des marges d'erreur de +/-3 points de pourcentage à un niveau de confiance de 95%.

Résultats clés

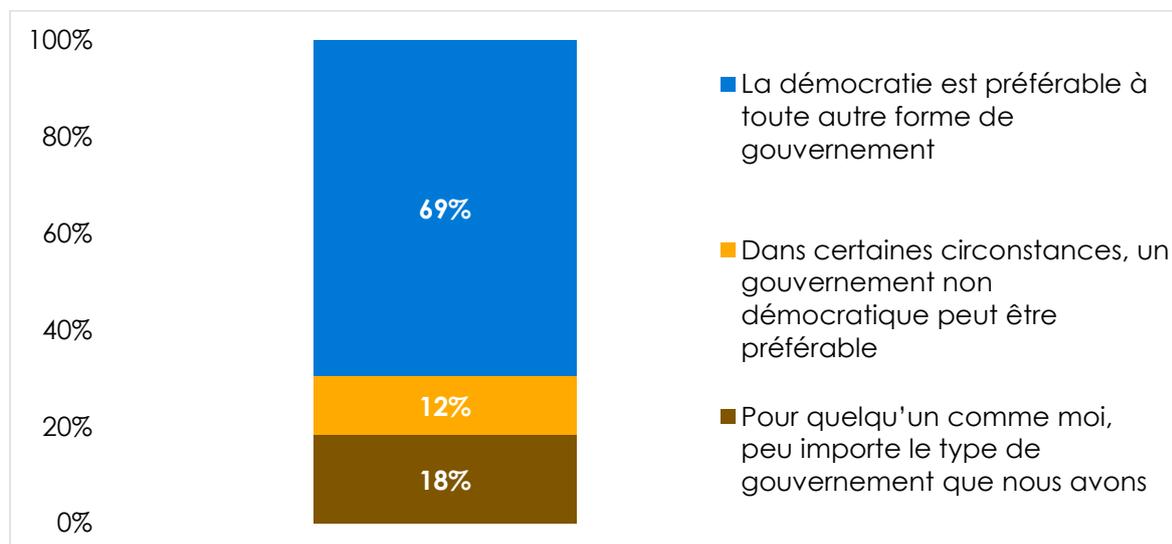
- Plus des deux tiers (69%) des Congolais préfèrent la démocratie à toute autre forme de gouvernement.
- De fortes majorités rejettent la règle du parti unique (87%), la dictature (86%) et le gouvernement militaire (67%).
- Huit Congolais sur 10 (81%) soutiennent la nécessité du multipartisme.
- Cependant, peu de Congolais font confiance aux partis d'opposition (30%) et au parti au pouvoir (23%).
- La majorité des répondants affirment qu'il est préférable d'avoir des partis politiques d'opposition, même s'ils sont faibles, que de ne pas du tout en avoir (79%). Ils sont aussi majoritaires à penser que l'opposition politique améliore la démocratie en demandant des comptes au parti au pouvoir (66%) et présente une vision alternative et un plan pour le pays (62%).
- Plus des deux tiers des citoyens congolais estiment que l'arrestation des leaders politiques de l'opposition (68%) et la restriction de l'espace civique (69%) dégradent l'image du Congo.

Aspirations démocratiques des citoyens

La préférence des Congolais pour la démocratie est complétée par le rejet des alternatives autocratiques et le soutien généralisé à la coexistence de plusieurs partis politiques.

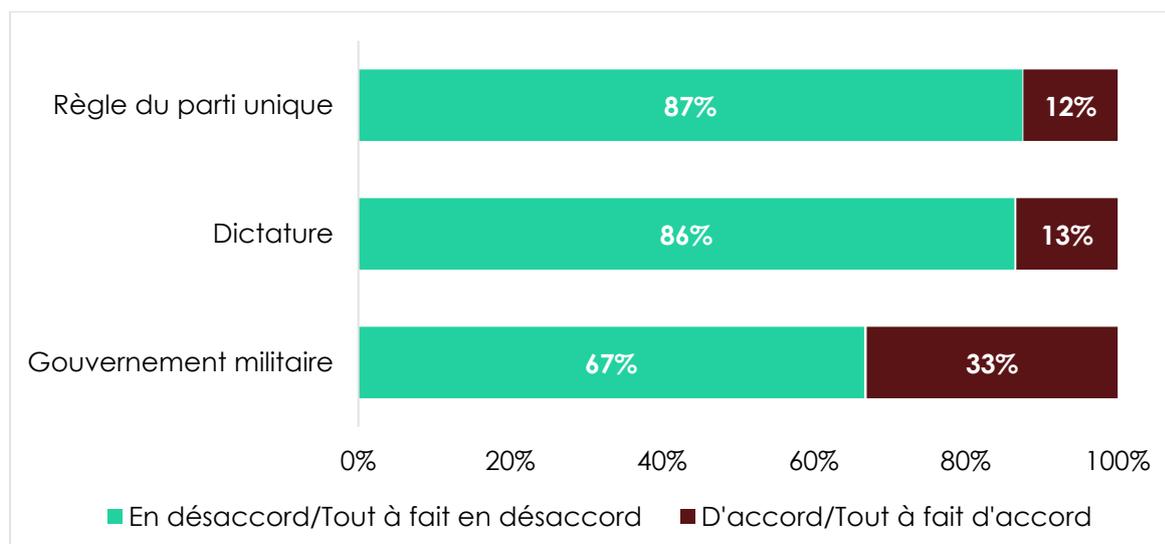
En effet, la majorité d'entre eux disent préférer la démocratie à toute autre forme de gouvernement (69%) (Figure 1) et rejettent les alternatives autocratiques, notamment la règle du parti unique (87%), la dictature (86%) ainsi que le gouvernement militaire (67%) (Figure 2).

Figure 1 : Soutien à la démocratie | Congo-Brazzaville | 2023



Question posée aux répondants : Laquelle de ces trois affirmations est la plus proche de votre opinion ?

Figure 2 : Position par rapport aux alternatives autoritaires | Congo-Brazzaville | 2023



Questions posées aux répondants : Il y a plusieurs façons de diriger un pays. Seriez-vous en désaccord ou d'accord avec les alternatives suivantes :

Un seul parti politique est autorisé à se présenter aux élections et à gouverner ?

L'armée intervient pour diriger le pays ?

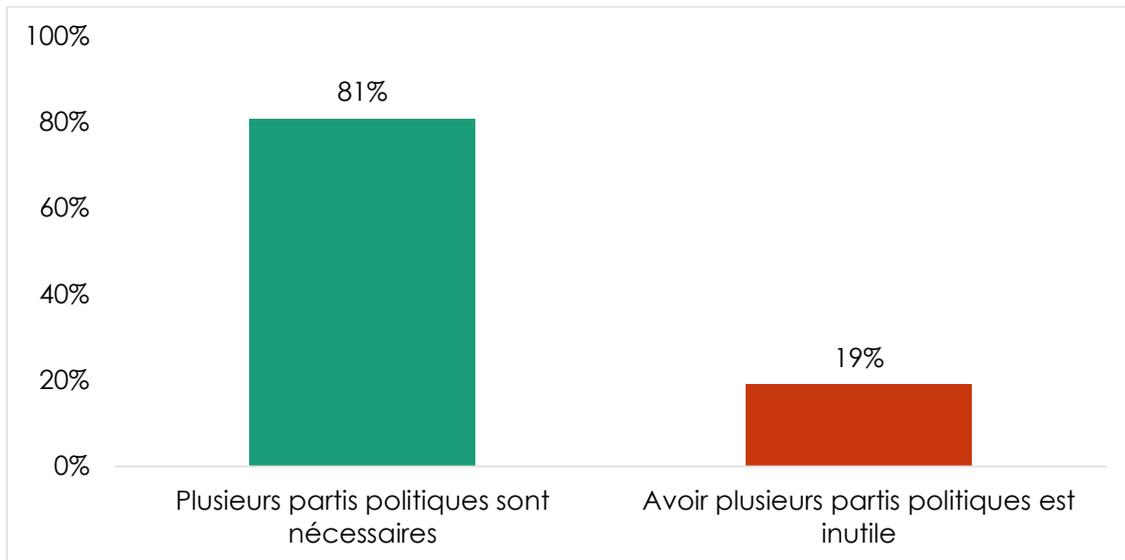
Les élections et l'Assemblée Nationale sont abolies de sorte que le président puisse tout décider ?

En plus, une forte majorité (81%) de répondants trouvent que plusieurs partis politiques sont nécessaires pour garantir que les Congolais aient réellement le choix de ceux qui vont les gouverner (Figure 3).

Cependant, ils sont minoritaires à faire « partiellement » ou « beaucoup » confiance aux partis politiques de l'opposition (30%), encore moins au parti au pouvoir (23%) (Figure 4).

En outre, plus de la moitié disent que la compétition entre les partis conduit « souvent » (39%) ou « toujours » (14%) à des conflits violents (Figure 5).

Figure 3 : Soutien au multipartisme | Congo-Brazzaville | 2023

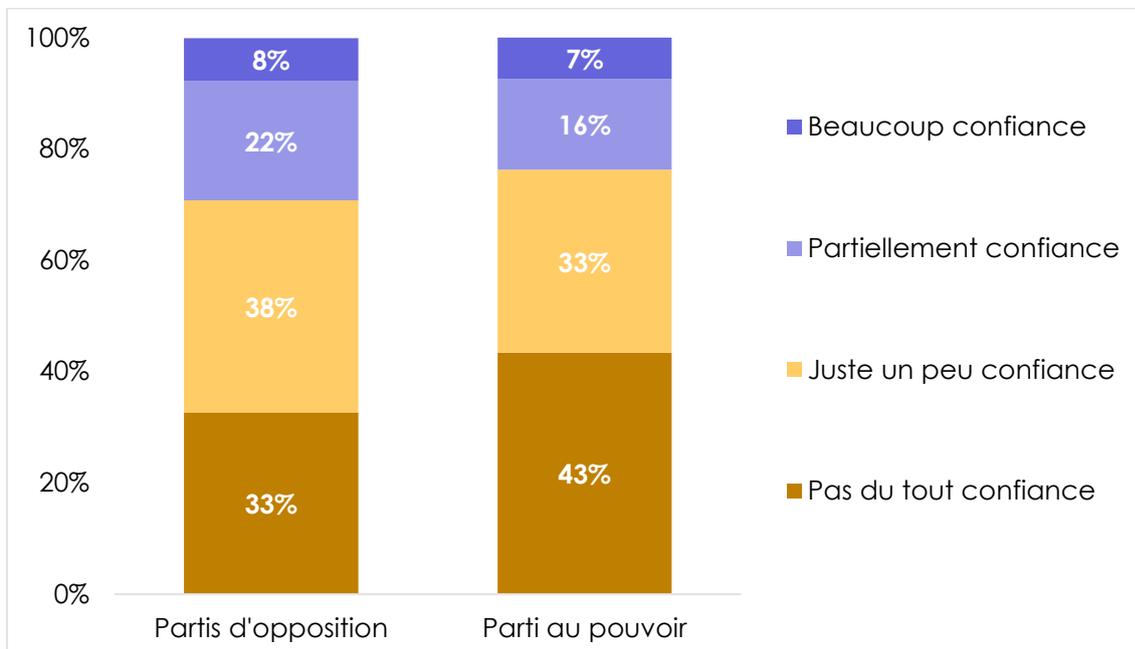


Question posée aux répondants : Laquelle des affirmations suivantes est la plus proche de votre opinion ?
 Affirmation 1 : Les partis politiques créent la division et la confusion ; il n'est donc pas nécessaire d'en avoir plusieurs au Congo.

Affirmation 2 : Plusieurs partis politiques sont nécessaires pour garantir que les Congolais aient réellement le choix de ceux qui vont les gouverner.

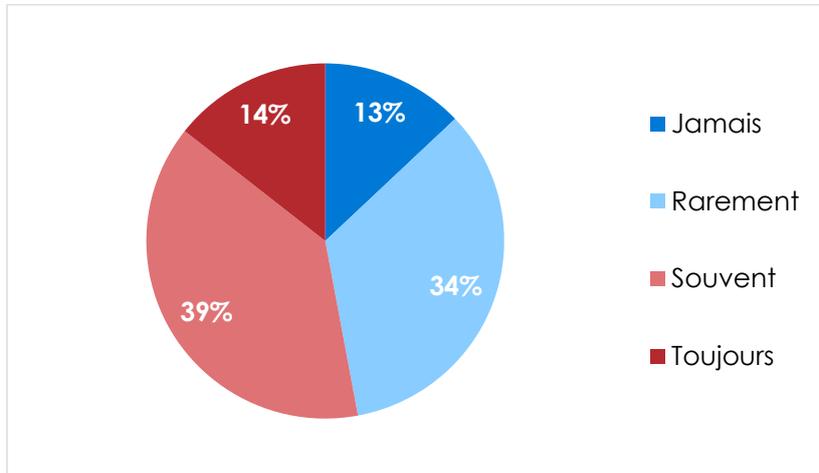
(% qui sont « d'accord » ou « tout à fait d'accord » avec chaque affirmation)

Figure 4 : Confiance aux partis politiques | Congo-Brazzaville | 2023



Questions posées aux répondants : A quel point faites-vous confiance à chacune des institutions suivantes, ou n'en avez-vous pas suffisamment entendu parler pour vous prononcer ?

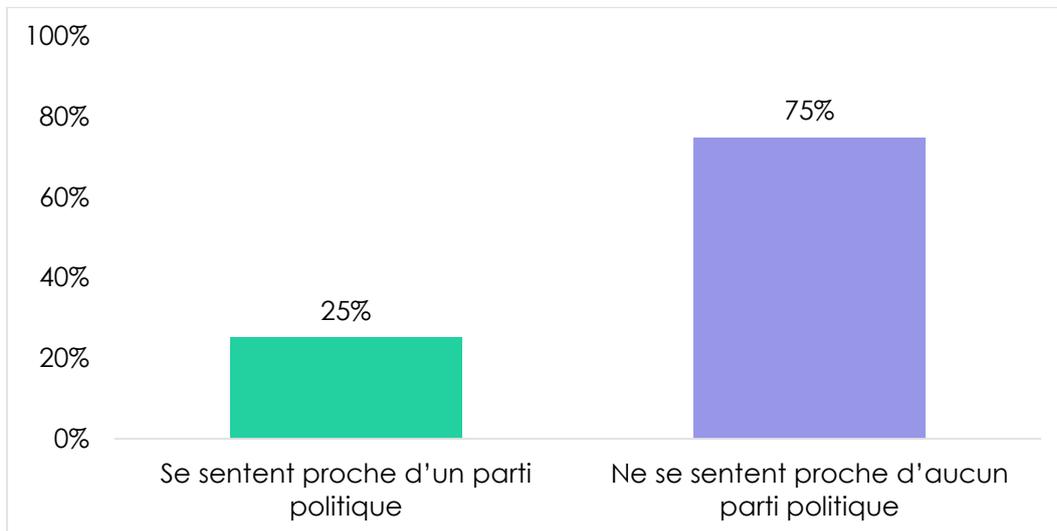
Figure 5 : Combien les compétitions multipartites mènent-elles à des conflits violents ? | Congo-Brazzaville | 2023



Question posée aux répondants : Selon vous, à quelle fréquence, dans ce pays, est-ce que la compétition entre partis politiques conduit-elle à des conflits violents ?

Seulement un Congolais sur quatre (25%) déclarent se sentir proche d'un parti politique ; les autres (75%) disent n'avoir de sympathie pour aucun des partis politiques présents sur la scène politique de leur pays (Figure 6).

Figure 6 : Affiliation à un parti politique | Congo-Brazzaville | 2023

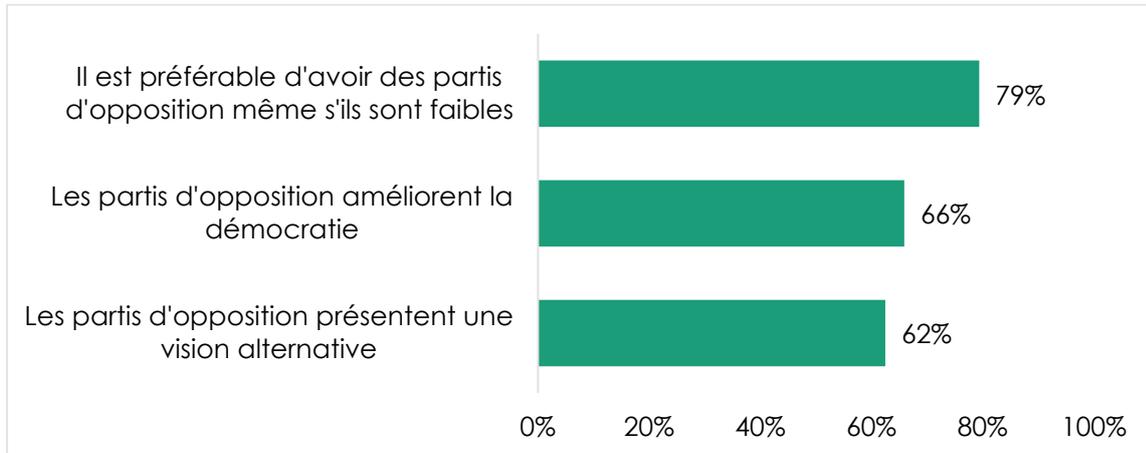


Question posée aux répondants : Vous sentez-vous proche d'un quelconque parti politique ?

Utilité des partis d'opposition

Les Congolais sont persuadés de la nécessité des partis politiques d'opposition dans la vie politique de leur pays. La majorité (79%) d'entre eux estiment qu'il est préférable pour le pays d'avoir des partis politiques d'opposition, même s'ils sont faibles, que de ne pas du tout en avoir (Figure 7). Près des deux tiers (66%) disent que les partis d'opposition améliorent la démocratie en demandant des comptes au parti au pouvoir, et 62% pensent qu'ils présentent une vision alternative viable et un plan pour le pays.

Figure 7 : Opinion sur l'importance des partis d'opposition | Congo-Brazzaville | 2023



Questions posées aux répondants : Veuillez nous dire si vous êtes d'accord ou en désaccord avec chacune des affirmations suivantes sur la situation politique du Congo :

Les partis politiques d'opposition au Congo améliorent notre démocratie en demandant des comptes au parti au pouvoir ?

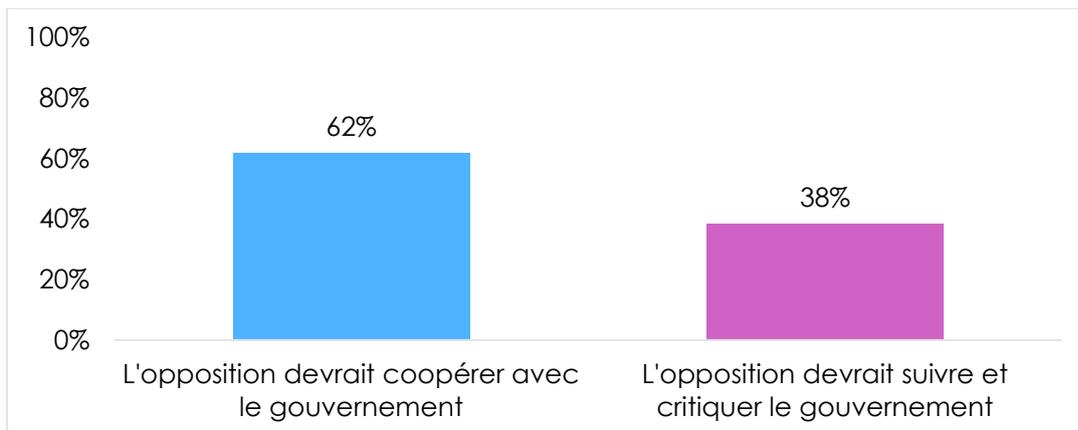
L'opposition politique au Congo présente une vision alternative viable et un plan pour le pays ?

Il est préférable pour le pays d'avoir des partis politiques d'opposition, même s'ils sont faibles, que de ne pas en avoir du tout ?

(% qui sont « d'accord » ou « tout à fait d'accord » avec chaque affirmation)

La conquête et l'exercice du pouvoir est l'un des objectifs principaux d'un parti politique, mais tous les partis ne sont pas appelés à exercer le pouvoir à la fois à l'issue des élections. La majorité (62%) des citoyens congolais affirment qu'une fois les élections terminées, les partis d'opposition et les politiciens de l'opposition devraient taire leur défaite et coopérer avec le gouvernement pour l'aider à développer le pays, tandis que 38% trouvent qu'après avoir perdu les élections, les partis d'opposition devraient suivre et critiquer le gouvernement afin de le rendre comptable de ses actes (Figure 8).

Figure 8 : Posture des partis de l'opposition après avoir perdu les élections | Congo-Brazzaville | 2023



Question posée aux répondants : Laquelle des affirmations suivantes est la plus proche de votre opinion ?

Affirmation 1 : Après avoir perdu une élection, les partis de l'opposition devraient suivre et critiquer le gouvernement afin de le rendre comptable de ses actes.

Affirmation 2 : Une fois l'élection terminée, les partis d'opposition et les politiciens de l'opposition devraient taire leur défaite et coopérer avec le gouvernement pour l'aider à développer le pays.

(% qui sont « d'accord » ou « tout à fait d'accord » avec chaque affirmation)

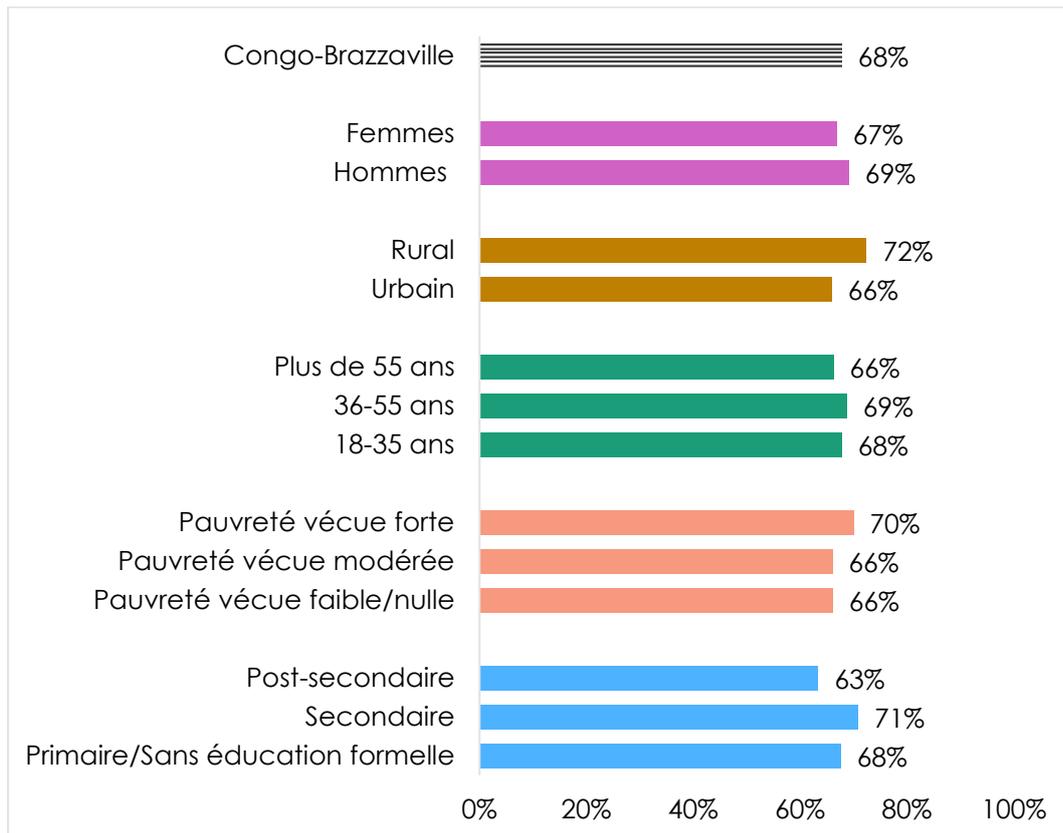
Depuis la crise post-électorale de 2016, le Congo vit dans un contexte politique répressif marqué par la détérioration du climat politique et la recrudescence des actes inciviques, notamment un environnement politique de tension favorisant des violations des libertés (Observatoire Congolais des Droits de l'Homme, 2019).

Plus des deux tiers des Congolais estiment que les arrestations des opposants (68%) (Figure 9) et la restriction de l'espace public ces derniers temps (69%) (Figure 10) ternissent l'image du pays.

L'opinion que l'emprisonnement des leaders de l'opposition nuit à l'image du Congo est largement répandue à travers les groupes démographiques clés même si elle l'est moins chez les post-secondaires (63%).

La perception que la restriction de l'espace civique salit l'image du Congo est plus prononcée parmi les moins instruits (73% des primaires/sans éducation formelle), les moins nantis (69%-71%),¹ les moins âgés (68%-72%) et les citadins (70%) que parmi leurs homologues respectifs.

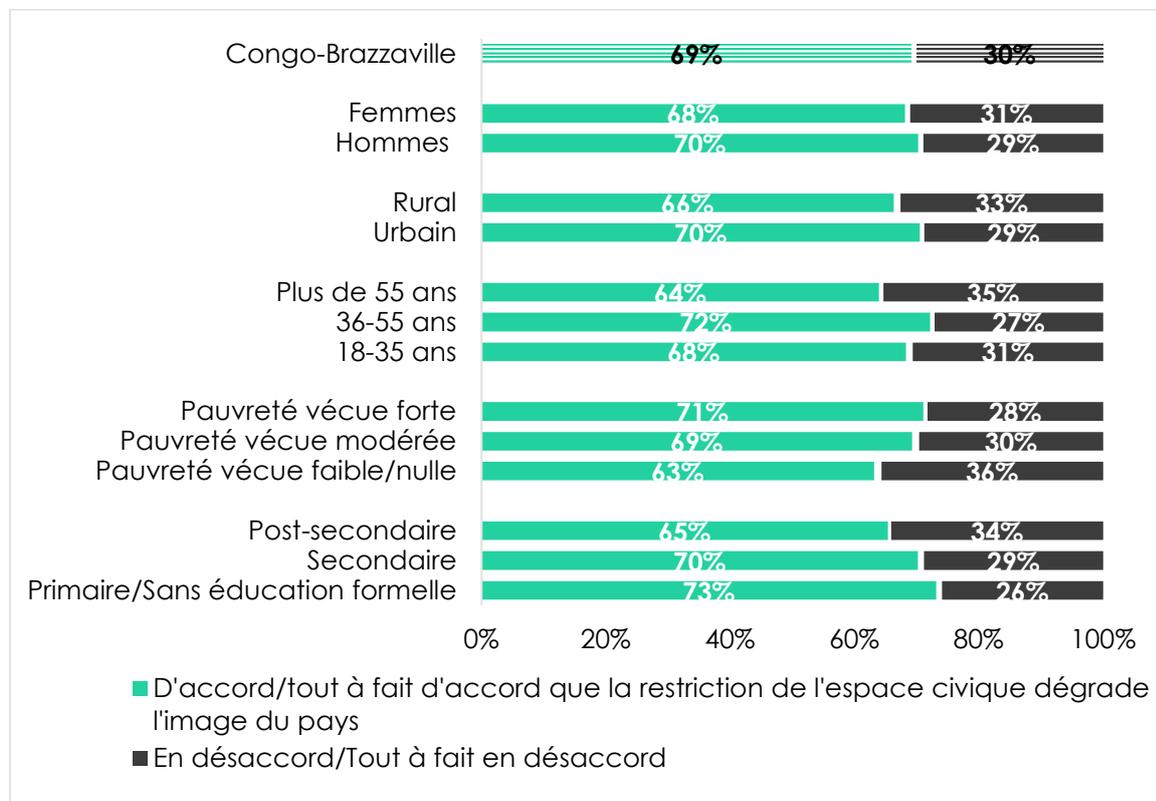
Figure 9 : Impact de l'emprisonnement des opposants politiques sur l'image du pays
 | par groupe démographique | Congo-Brazzaville | 2023



Question posée aux répondants : Veuillez nous dire si vous êtes d'accord ou en désaccord avec l'affirmation suivante sur la situation politique du Congo : L'arrestation de leaders politiques dégrade l'image du Congo ? (% qui sont « d'accord » ou « tout à fait d'accord »)

¹L'Indice de la Pauvreté Vécue d'Afrobarometer mesure les niveaux de privation matérielle des répondants en demandant à quelle fréquence eux-mêmes ou leurs familles ont dû vivre sans les nécessités de base (assez de nourriture pour manger à sa faim, assez d'eau pour les besoins domestiques, les soins médicaux, assez de combustible pour la cuisson des repas, et un revenu en espèces) au cours de l'année précédente. Voir Mattes et Patel (2022) pour plus d'informations sur la pauvreté vécue.

Figure 9 : Impact du rétrécissement de l'espace civique sur l'image du pays
 | par groupe démographique | Congo-Brazzaville | 2023



Question posée aux répondants : Veuillez nous dire si vous êtes d'accord ou en désaccord avec l'affirmation suivante sur la situation politique du Congo : La restriction de l'espace civique ces derniers mois dégrade l'image du Congo ?

Conclusion

Au regard de ces résultats, il convient de noter que les Congolais dans leur majorité estiment que la présence des partis politiques de l'opposition sur la scène politique est importante et qu'ils présentent une vision alternative pour le pays.

Même s'ils font peu confiance aux leaders politiques, les Congolais tiennent beaucoup à la démocratie et trouvent que l'arrestation des opposants au régime et la restriction de l'espace civique salissent l'image du Congo.

Pour sonder vous-même ces données, veuillez visiter
 notre outil d'analyse en ligne au
www.afrobarometer.org/online-data-analysis.

Références

- Amnesty International. (2020). République du Congo : Des partisans de l'opposition détenus depuis quatre mois doivent être libérés.
- Caslin, O. (2022). Congo : Lissouba, Kolélas... l'opposition en famille. Jeune Afrique. 24 Avril.
- Manciaux, C. (2022). Congo : 1992 ou l'alternance avortée. Jeune Afrique. 1 juin.
- Mattes, R., & Patel, J. (2022). La pauvreté vécue resurgit. Document de Politique No. 84 d'Afrobarometer.
- Mediapart. (2015). Congo Brazzaville : L'opposition radicale sombre dans la division et perd les pédales. 11 août.
- Ngoma, L. (2014). Bilan du processus de démocratisation en République du Congo. Mediapart. 5 juin.
- Observatoire Congolais des Droits de l'Homme. (2019). Droits de l'homme au Congo : La terreur et la répression permanente conjuguée avec la manipulation de l'opinion publique internationale par les gouvernants. Rapport annuel 2019.

Etanislav Ngodi est coordonnateur de l'Association Avenir NEPAD Congo, partenaire national d'Afrobarometer au Congo. Email : netanislav@gmail.com.

Afrobarometer, une organisation à but non-lucratif dont le siège se trouve au Ghana, est un réseau panafricain et indépendant de recherches. La coordination régionale de plus de 35 partenaires nationaux est assurée par le Ghana Center for Democratic Development (CDD-Ghana), l'Institute for Justice and Reconciliation (IJR) en Afrique du Sud, et l'Institute for Development Studies (IDS) de l'University of Nairobi au Kenya. Michigan State University (MSU) et University of Cape Town (UCT) apportent un appui technique au réseau.

Afrobarometer bénéficie du soutien financier de la Suède à travers l'Agence Suédoise de Coopération pour le Développement International, de l'Agence Américaine pour le Développement International (USAID) à travers l'Institut Américain pour la Paix, de la Fondation Mo Ibrahim, des Open Society Foundations – Africa, de Luminata, de la Fondation William et Flora Hewlett, de la Fondation Bill & Melinda Gates, de la Fondation Mastercard, de la Fondation David et Lucile Packard, de la Commission de l'Union Européenne, de la Banque Mondiale, du Ministère des Affaires Etrangères de la Finlande, de l'Ambassade du Royaume des Pays-Bas en Ouganda, de l'Ambassade de la Suède au Zimbabwe, du Centre Mondial du Pluralisme et de GIZ.

Les dons permettent à Afrobarometer de donner une voix aux citoyens africains. Veuillez penser à faire une contribution (à www.afrobarometer.org) ou contacter Felix Biga (felixbiga@afrobarometer.org) ou Runyararo Munetsi (runyararo@afrobarometer.org) pour discuter d'un éventuel financement institutionnel.

Pour plus d'informations, veuillez visiter le www.afrobarometer.org.

Suivez nos publications à #VoicesAfrica.



Dépêche No. 757 d'Afrobarometer | 12 janvier 2024